

## **LA GUERRE AU VIVANT AU NOM DE LA SCIENCE...**

La multiplication des tracasseries administratives de la part des pouvoirs publics et des organismes agricoles conventionnels à l'encontre des petits producteurs bio est connue (détournement de subventions, interprétation partielle des textes de loi, contrôles fréquents...). Déjà, il y a quelques années, un éleveur bio, pour des raisons éthiques, s'était suicidé parce qu'on l'avait obligé à faire vacciner ses vaches contre la fièvre catarrhale ovine. Deux faits récents viennent confirmer cet acharnement et devraient inviter à la réflexion ceux qui témoignent d'une véritable foi dans le projet d'artificialisation de la nature.

Le 17 mai 2013, sur le marché de Lavelanet, un maraîcher est contrôlé et verbalisé d'une amende de 450 euros par un agent de la répression des fraudes lui signifiant qu'il ne peut vendre que des variétés inscrites au catalogue officiel. Que l'on ne s'y trompe pas, il s'agit bien de supprimer les droits élémentaires des producteurs de reproduire, d'échanger et de vendre les semences et les plantes issues de leurs propres récoltes; il s'agit bien d'une logique de fichage généralisé au service des multinationales de la semence. Il faut savoir qu'entre 1954 et 2002, 80% des variétés potagères ont été radiées de ce catalogue. Des 876 variétés inscrites en 1954, il n'en restait plus que 182 au catalogue officiel français en 2002. Parce que l'industrie semencière cherche depuis un demi-siècle à standardiser les semences pour les adapter partout aux mêmes engrais et pesticides chimiques.

À l'automne de la même année, un vigneron en biodynamie à Beaune encourt jusqu'à six mois de prison et 30.000 euros d'amende pour avoir refusé de traiter son vignoble avec un insecticide pour lutter contre une maladie de la vigne, la flavescence dorée (le jugement sera rendu le 7 avril). Alors qu'il n'y avait pas de foyer avéré sur son domaine, et que les vignerons travaillant en biologie surveillent leurs parcelles, recensent les pieds atteints et les arrachent si les analyses en laboratoire confirment qu'il s'agit bien de la flavescence dorée. Parmi les pesticides préconisés par les pouvoirs publics figurent des produits réputés pour leur toxicité, dont plusieurs perturbateurs endocriniens, menaçant la santé de l'homme et engendrant la spirale infernale du surdosage.

Selon certains, y compris quelques anarchistes, la vigilance est de mise face aux dérives sectaires de la mouvance écologiste, face à l'intransigeance d'une nébuleuse dont les filiations fascisantes seraient avérées et dont le caractère forcément religieux doit éveiller les soupçons! Et si c'était, au contraire, du prétendu «*progrès*», de l'instrumentalisation du vivant, dont il fallait se méfier, celui qui a déjà promu la spécialisation, les monocultures, les intrants chimiques, les biocides, les hybrides, le gaspillage énergétique, l'hypermécanisation, le hors-sol, les catastrophes sanitaires, et qui développe le génie génétique comme approche opportuniste de la nature. Et s'il fallait plutôt se prémunir contre les prétendues «*sciences de la vie*» qui ont abandonné en cours de trajectoire l'objectivité, le désintéressement et qui veulent reculer les limites des écosystèmes pour le bien de l'homme, des imposteurs de l'innovation qui se targuent de détenir l'avenir de l'humanité dans leurs éprouvettes, et d'imposer un nouvel ordre agricole mondial, de la pseudo-rationalité de ceux qui sont incapables de percevoir les relations intimes se nouant entre les cultures et leurs adventices, la subtilité de la microbiologie des sols, la richesse de la biodiversité, la fragilité des chaînes alimentaires et des réseaux trophiques. Car il ne s'agit pas seulement de propriété privée des moyens de production, d'accaparement de terres, de financiarisation de la production!

Les mystifications techno-scientifiques et hygiénistes de l'agronomie moderne et de la biologie marchande, qui devaient ouvrir d'«*immenses perspectives*», n'ont en fait qu'entretenu une dangereuse fuite en avant, évitant l'interrogation sur les mauvaises pratiques culturelles. C'est bien parce que l'agriculture est devenue inapte à construire des systèmes de production robustes et capables

d'autorégulation demandant un minimum d'interventions, qu'il faut sans cesse inventer de nouvelles techniques pour résoudre les problèmes créés par les «*progrès*» antérieurs.

Ce modèle agricole productiviste n'a pas seulement produit des ravages au niveau des sols et des écosystèmes; il a liquidé une bonne partie de la petite paysannerie qu'il a contrainte à la misère, à la souffrance, à l'exode vers les bidonvilles, au suicide, devenu phénomène rural au cours du XXème siècle (200.000 agriculteurs ont mis fin à leurs jours en Inde en dix ans).

Mais cette paysannerie ne se rend pas aux apprentis sorciers de l'agro-industrie et aux laquais de la bureaucratie. Les luttes paysannes ont jalonné l'histoire; elles connaissent un renouveau depuis les années 1980-1990 un peu partout sur la planète, s'inscrivant dans l'histoire plus globale des résistances à la technique. Avec pour fil à plomb: le respect des cycles de la nature, la diversité et la relocalisation des productions, le renforcement des liens entre ruraux et urbains, la complémentarité entre savoirs paysans et connaissances scientifiques, la solidarité (coopératives, points de vente collectifs, jardins partagés.), la construction d'une société autonome. Le capitalisme n'a pas d'avenir; le productivisme non plus. À condition qu'elle redevienne paysanne et qu'elle s'oriente vers l'agro-écologie, l'agriculture peut impulser un réel projet émancipateur.

**Jean-Pierre TERTRAIS**  
***Groupe La Sociale***

-----